

COMPTE-RENDU

Les ProspectiveSS

Agriculture & Alimentation durables : des clés pour réussir

Temps 2

15 novembre 2018



SOMMAIRE

4	INTRODUCTION
6	SÉQUENCE 1 - Produire et consommer autrement : un choix ou une nécessité ?
20	SÉQUENCE 2 - Transition alimentaire et coopérations dans les territoires
30	SÉQUENCE 3 - Retour sur les premiers temps de la prospectivess : quels leviers pour demain ?
34	SÉQUENCE 4 - Regards croisés
39	OUVERTURE DU DÉBAT & CONCLUSION

La rencontre ProspectivESS « Agriculture et Alimentation durables : des clés pour réussir » a été organisée par le Labo de l'ESS le 15 novembre 2018 au Carreau du Temple, Paris 3^{ème}. Elle fait suite au premier temps de la ProspectivESS sous forme de séminaire de travail, qui a eu lieu le 12 avril 2018¹.

INTRODUCTION

Dominique Picard, présidente de la ProspectivESS Agriculture et Alimentation durables, et Hugues Sibille, président du Labo de l'ESS

Le public est accueilli par une vidéo de la Terre vue de l'espace² présentée par Dominique Picard : « C'est une invitation à ressentir un effet de vision globale pour éprouver un sentiment d'amour profond pour notre si belle, mais si fragile, planète. »

Hugues Sibille souligne en introduction l'intérêt porté par le public à la thématique de la rencontre : « C'est un sujet qui vous interpelle et qui vous motive pour agir. » Il remercie Sandrina Martins, directrice générale du Carreau du Temple, pour son accueil de l'événement. « Nous sommes également heureux d'accueillir le Labo de l'ESS », répond celle-ci, et ajoute : « Le Carreau du Temple est l'un des premiers équipements culturels de la Mairie de Paris à s'engager pour une transition écologique, la gestion des déchets et la réduction de la consommation énergétique : les équipements accueillant du public peuvent aussi être un levier d'action. »

Hugues Sibille reprend : « Le Labo de l'ESS est un think tank, un endroit où on mène la bataille des idées. Pour que les choses changent, il faut faire évoluer les comportements, la fiscalité... mais aussi ce que nous avons dans la tête ! Sous l'impulsion de Claude Alphandéry, fondateur du Labo de l'ESS, nous menons cette bataille avec une conviction : l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est l'économie de demain. Il faudrait ajouter un "E" à ESS – économie sociale, solidaire et écologique ! »

¹ Le compte rendu du séminaire de travail peut être téléchargé sur le site du Labo de l'ESS : <http://lelabo-ess.org/compte-rendu-de-la-premiere-rencontre.html>

² Site du projet Blueturn permettant de visualiser la vidéo : <http://blueturn.earth/?lang=fr>

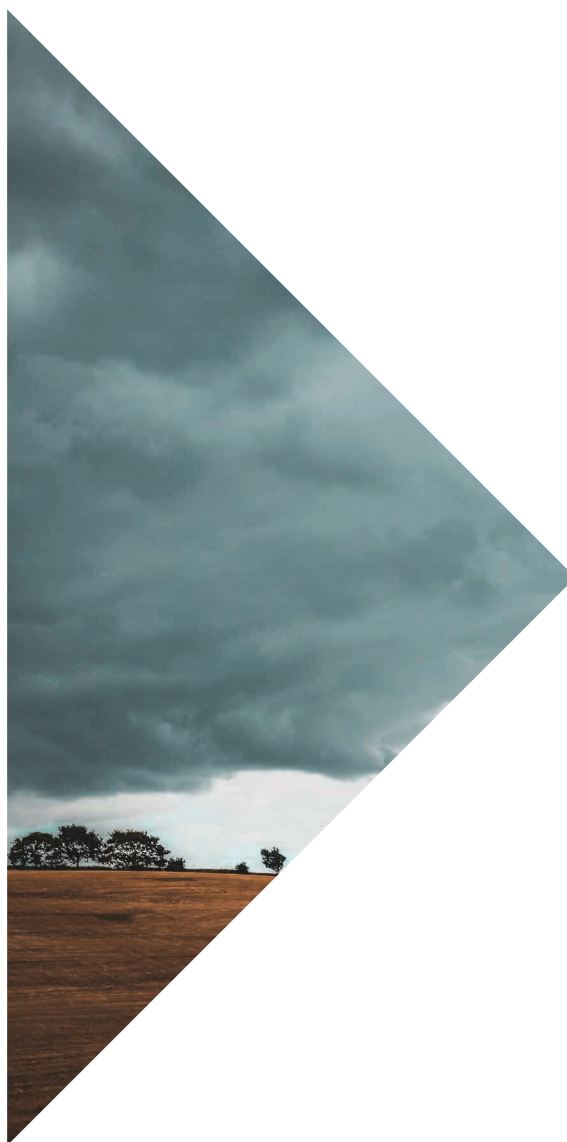
Il contextualise ensuite la rencontre ProspectivESS, dont le but est de traiter d'agriculture et d'alimentation durables sur fond de transition écologique. Les deux enjeux sont intimement liés : « Le rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) nous alerte sur le réchauffement climatique : la manière dont nous produisons notre alimentation et dont nous nous nourrissons a des effets importants en termes de bilan carbone », affirme le président du Labo de l'ESS.

Il revient rapidement sur la première rencontre ProspectivESS qui a eu lieu en avril 2018 : « Nous allons confronter avec vous ce que nous avons produit lors de ce séminaire de travail. Le Labo de l'ESS est un think tank mais nous ne souhaitons pas réfléchir « en chambre » : nous partons toujours des expériences qui existent dans les territoires. »

Dominique Picard présente le programme de la rencontre et précise : « L'un de nos enjeux est de repérer les pistes de travail à explorer, y compris pour construire des propositions à destination des pouvoirs publics. »

Françoise Bernon, déléguée générale du Labo de l'ESS, présente ensuite l'outil numérique³ qui sera utilisé pendant la rencontre pour réagir depuis le public : il sera possible de poser des questions pendant les interventions et de voter pour les questions, qui seront affichées en direct et posées aux intervenants.

³ L'outil numérique en ligne utilisé est : <https://www.sli.do/>





SÉQUENCE

1.

PRODUIRE ET CONSOMMER AUTREMENT : UN CHOIX OU UNE NÉCESSITÉ ?

Avec :

- **Franck Aubry**, directeur Qualité Innovation Développement Durable, Agromousquetaires, filiale d'Intermarché
- **Sandrine Delory**, directrice générale du groupe coopératif Prospérité Fermière – Ingredia
- **Jacques Morineau**, paysan en Vendée et référent national du réseau CIVAM sur la Politique Agricole Commune (PAC), ferme du GAEC Ursule
- **Bertrand Omon**, référent en agronomie des systèmes de culture en transition et animateur du groupe DEPHY Ecophyto de l'Eure

Animée par Dominique Picard et Hugues Sibille

Dominique Picard introduit la table ronde « composée de quatre acteurs qui ont chacun engagé un processus de transition » : « Leur témoignage doit nous aider à prendre conscience des difficultés que ces transformations induisent. Ces exemples pourront aussi nous éclairer sur les façons d'accélérer la transition agricole et alimentaire. »

**Jacques Morineau, paysan en Vendée et référent national du réseau CIVAM
sur la Politique Agricole Commune (PAC), ferme du GAEC Ursule**

L'intervention de Jacques Morineau est introduite par la vidéo « Comment j'ai réussi ma transition agroécologique » du Réseau CIVAM⁴.

PRÉSENTATION DES CIVAM ET DU GAEC URSULE

« Les Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) sont des groupes d'agriculteurs qui se forment eux-mêmes. Nous partageons nos réussites mais aussi nos échecs », raconte Jacques Morineau, avant de présenter le Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (GAEC) Ursule : « Nous sommes quatre associés et quatre salariés. Sur 180 hectares, nous produisons du lait, de la production animale et beaucoup de production végétale : trente espèces sont déjà cultivées et nous nous orientons vers les légumes pour la consommation humaine. »

AGRICULTURE DURABLE ET AGRICULTURE BIOLOGIQUE

À la demande de Hugues Sibille, le paysan explicite la différence entre agriculture durable et agriculture biologique : « Je dis toujours que je suis durable avant d'être bio ! » Le travail à la ferme Ursule intègre les processus naturels dans la production de l'exploitation, « c'est-à-dire que les paysans se servent de la nature pour produire : l'eau, le soleil, la terre, mais aussi les animaux. » L'agriculture biologique fait partie de l'agriculture durable. Elle intègre un cahier des charges en termes de moyens « mais il manque un aspect dans ce cahier des charges, que la plupart des agriculteurs bio respectent tout de même : l'aspect naturel, paysager et de biodiversité. Quand on cumule les deux, on a une vraie agriculture bio et durable. Cependant, il y a des agriculteurs qui passent du conventionnel à la bio sans changer de logiciel », regrette le paysan.

MODÈLE ÉCONOMIQUE DE L'AGRICULTURE DURABLE

« Lorsqu'on pratique l'agriculture durable comme vous, est-ce que l'on vit bien ? », demande Hugues Sibille à l'intervenant. « Aujourd'hui, on vit bien », assure celui-ci. « Mais nous avons un problème dans notre secteur d'activité : nous investissons beaucoup. Par exemple la rénovation de notre salle de traite a coûté 400 000 euros. Il y a un vrai problème de rémunération des agriculteurs, même si ceux qui sont en agriculture durable s'en sortent mieux. »

Dominique Picard intervient pour dire que la Ferme Ursule produit également de l'électricité avec les énergies renouvelables (méthanisation, bois et photovoltaïque) : cela contribue à l'économie circulaire sur l'exploitation et augmente les ressources financières.

⁴ La vidéo peut être visionnée en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=HtQCQSGlR4Q>

ACCÉLÉRER LA TRANSITION

Hugues Sibille demande : « Qu'est-ce qui pourrait faire progresser l'agriculture mieux et plus rapidement vers une agriculture durable ? » Le frein principal, pour Jacques Morineau, est la confusion entre la productivité du travail et la productivité du sol. « Le système actuel privilégie la productivité du travail – c'est le cas avec les grandes exploitations. Mais plus l'exploitation est grande, moins sa productivité à l'hectare est élevée ! »

QUESTION POSÉE PAR LA SALLE :

NE FAUT-IL PAS SURTOUT PRÉSERVER NOS TERRES AGRICOLES ET ARRÊTER L'EXTENSION URBAINE ?

Jacques Morineau explique que les contraintes imposées à l'extension urbaine sont devenues plus fortes dans le cadre des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) avant d'ajouter : « Mais les terres agricoles continuent à disparaître sous les routes et les lotissements... alors que les villes sont justement implantées sur les terres les plus productives. »

RELATIONS ENTRE AGRICULTEURS CONVENTIONNELS ET AGRICULTEURS DURABLES

Jacques Morineau explique que les agriculteurs conventionnels et les agriculteurs durables se retrouvent au sein de leur Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) et que les relations y sont bonnes. Il raconte toutefois que, quand sa ferme est passée en agriculture durable en 1990, les organisations professionnelles agricoles l'ont considérée « presque comme un danger pour la production agricole », avant de changer d'avis. « À partir des années 2000, et encore plus depuis cinq ans environ, leur regard a tout à fait changé. Au départ, nous étions trois exploitations en bio à la CUMA, sur 20 exploitations. Aujourd'hui, plus de la moitié est en bio ou en conversion. »



**Bertrand Omon, référent en agronomie des systèmes de culture en transition
et animateur du groupe DEPHY Ecophyto de l'Eure**

PRÉSENTATION DU RÉSEAU DEPHY ET DU PLAN ECOPHYTO

Bertrand Omon explique que « le Plan Ecophyto⁵, issu du Grenelle de l'environnement, préconise de réduire de 50% l'usage des produits phytosanitaires dans les dix années qui suivent la loi. Une des actions du plan a été la création d'un réseau de fermes de référence : c'est le réseau DEPHY. »

Le Réseau DEPHY est un « premier cercle » qui permet d'accompagner des fermes volontaires autour duquel a été imaginé un « deuxième cercle » qui comprend 30 000 fermes. Pour Bertrand Omon, si aujourd'hui 3 000 fermes sont engagées dans le dispositif, « cela ne résout pas le problème, puisqu'à l'échelle nationale, en 2018, on consomme autant, voire un peu plus, de produits phytosanitaires qu'en 2008. »

TRANSITION, CONVERSION, ACCOMPAGNEMENT

« On parle souvent de conversion lorsqu'on passe de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture biologique. On pourrait aussi s'intéresser à la transition et se demander comment les exploitations en conventionnel pourraient entamer une transition sans nécessairement se convertir à la bio », observe Bertrand Omon.

Hugues Sibille remarque que l'accompagnement qui a été prodigué pendant des années par les Chambres d'Agriculture et les grandes coopératives agricoles est aujourd'hui remis en cause : Bertrand Omon le confirme. L'accompagnement doit, selon lui, chercher à soutenir au mieux la transition mais c'est une activité difficile : « Réfléchissez à quel point l'expérience de changer dans notre vie quotidienne est complexe ! Il y a une véritable résistance au changement. »



⁵ Le site du Ministère de l'Agriculture présente les deux phases du Plan Ecophyto : <http://bit.ly/2l6egWw>

ACCÉLÉRER LA TRANSITION

Dominique Picard rebondit sur la notion de temporalité dans la conduite du changement : « Aujourd'hui, nous sentons que l'on risque de ne pas avoir suffisamment de temps pour mener à bien cette transition jusqu'au bout. » Hugues Sibille renchérit : « Est-ce que, de votre point de vue, nous allons suffisamment vite pour la transition ? »

Bertrand Omon déclare qu'il pense également que nous n'avancons pas assez vite. Il reprend les chiffres d'utilisation des produits phytosanitaires, qui sont en stagnation : « Il y a à cela des raisons systémiques : Nicolas Hulot, lors de son départ du Ministère, en a désigné quelques-unes. D'autres ont parlé de « verrouillages socio-techniques⁶ » : il n'est pas simple de les déverrouiller. » Il ajoute que « les changements liés au réchauffement climatique s'accroissent : c'est peut-être cela qui fera bouger les choses ! L'activité de production végétale est affectée au premier chef : les changements y sont tellement importants que le chiffre d'affaires des exploitations peut être divisé par deux. »

QUESTION POSÉE PAR LA SALLE :

EST-IL VRAIMENT DURABLE ET ÉCOLOGIQUE DE FAIRE DE L'ÉLEVAGE ?

Jacques Morineau explique que dans un système agricole sans produit chimique, l'élevage est nécessaire à la production végétale : « Sans prairie, le système ne peut pas être durable. Or, que peut-on faire de ces prairies ? Il n'y a que deux solutions : la méthanisation ou la pâture. L'élevage a sans doute des défauts mais la polyculture-élevage est la réponse idéale pour maintenir une productivité élevée des sols », tranche-t-il.

Bertrand Omon va dans le même sens : « Les prairies se trouvent souvent à des endroits plus fragiles, par exemple en eau : on ne peut pas mieux la protéger qu'avec de l'herbe ! La production de viande a un très mauvais ratio énergétique, donc il faut manger moins de viande à l'échelle mondiale. Mais si la viande est produite dans des espaces qui protègent l'eau et qu'elle ne nécessite pas d'intrants chimiques, le calcul écologique est très différent. » Il ajoute qu'il reste la question du méthane produit par l'élevage ; mais, selon lui, une production qui pourrait se substituer à la prairie, comme la culture assolée, fertilisée avec des engrais minéraux, émettrait plus de gaz que le méthane produit par les ruminants.

⁶ Un verrouillage socio-technique est « une situation dans laquelle la diffusion d'une innovation avantageuse pour de nombreux utilisateurs est freinée par le régime socio-technique existant, c'est-à-dire par des stratégies économiques et techniques déjà mises en place par l'ensemble des acteurs concernés » (<http://bit.ly/2WNx546>).

QUESTION POSÉE PAR LA SALLE :

QUEL EST VOTRE AVIS SUR L'AGRICULTURE RAISONNÉE ? LA CONSIDÉREZ-VOUS COMME DURABLE ?

Jacques Morineau répond qu'il s'agit selon lui de « *greenwashing* » ou de « peinture verte apposée sur l'agriculture conventionnelle. » Bertrand Omon ajoute qu'il faut des critères clairs pour pouvoir évaluer une méthode. Il développe en disant que l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) avait proposé une échelle d'intégration dans les années 1990 :

- L'agriculture conventionnelle était celle qui traitait chimiquement des problèmes qui n'étaient pas apparus, dans l'hypothèse où ils apparaîtraient,
- L'agriculture raisonnée était celle qui vérifiait que le problème était avéré pour traiter.

**Sandrine Delory, directrice générale du groupe coopératif
Prospérité Fermière – Ingredia**

PRÉSENTATION DE LA COOPÉRATIVE PROSPÉRITÉ FERMIÈRE

Sandrine Delory retrace rapidement les 70 années d'existence de la coopérative, basée dans le Nord de la France : « Initialement, nous faisons beaucoup de produits laitiers : yaourts, fromages, lait... Il y a eu des crises dans le monde de l'élevage et notre coopérative s'est recentrée sur le métier des ingrédients, et en particulier des protéines de lait. Aujourd'hui, nos clients sont des géants de l'agroalimentaire mondial. L'exportation représente 60% de notre chiffre d'affaires. Nous comptons 1 600 éleveurs et 450 collaborateurs. Nous sommes le numéro 3 des protéines de lait au niveau mondial et nous générons 400 millions de chiffre d'affaires. »

COOPÉRATION AGRICOLE ET DURABILITÉ

Hugues Sibille affirme que la coopération agricole, dont il reste un défenseur, a une image contrastée : « On peut penser que vous êtes une industrie agroalimentaire comme les autres ! Comment cela est-il compatible avec votre motivation d'être durable ? »

La directrice définit son entreprise comme « un acteur de territoire » : « C'est une fierté d'être une entreprise à taille humaine et de pouvoir exporter aux quatre coins du monde. Notre raison d'être est de faire vivre notre territoire. » Elle complète : « Aujourd'hui, en France, seulement 2% de la production laitière est biologique. Fin 2016, en pleine transition post-quota, nous avons écrit un cahier des charges avec nos éleveurs pour développer le premier lait éco-responsable. Nous avons dégagé quatre critères : le pâturage, la nourriture sans OGM, le bien-être animal, un prix garanti pour les agriculteurs. » Hugues Sibille rappelle en ce sens qu'au fondement des coopératives se trouve cette volonté de juste prix.

TRANSITION AGRICOLE, ACCOMPAGNEMENT ET PARTENARIATS AVEC LES ONG

« Une coopérative accompagne aussi les agriculteurs : est-ce que vous vous définissez comme un agent de transition, qui œuvre pour que vos coopérateurs transforment leur façon de faire ? » demande Hugues Sibille. La directrice générale explique que la coopérative accompagne effectivement les jeunes agriculteurs « car le renouvellement des générations est très important » : elle les aide à acquérir des parts sociales, à s'installer et à se former.

En ce qui concerne la transition agricole, Sandrine Delory indique que WWF travaille avec Prospérité Fermière dans le cadre de son programme « Système alimentaire » : la coopérative est un maillon de la chaîne territoriale et, si elle ne souhaite plus que les vaches soient nourries aux OGM, elle devra rencontrer les fabricants d'aliments du bétail. « À l'échelle territoriale, il est plus facile de rencontrer tous ces acteurs et d'avoir un véritable effet de chaîne vers une transition », insiste la directrice générale. Elle commente : « Ce n'est pas dans la culture du monde agricole de travailler avec les ONG mais il est possible de sortir de ses préjugés et de travailler ensemble. »

La coopérative a également noué un partenariat avec Welfarm sur le bien-être animal. Sandrine Delory ajoute qu'il est nécessaire de travailler la pédagogie sur la filière laitière pour expliquer aux consommateurs l'intérêt des pâturages, de la nourriture sans OGM et du bien-être animal afin qu'ils aient une information suffisante pour « acheter de façon éclairée ».

JUSTE PRIX, PRODUCTION ÉTHIQUE ET PLACE DES CONSOMMATEURS

Dominique Picard précise que le cahier des charges de Prospérité Fermière garantit un niveau de rémunération pour le producteur : le prix minimal est fixé par le Conseil d'Administration de la coopérative, auquel s'ajoutent 15 euros tous les 1000 litres versés. Il s'agit de payer le producteur « au juste prix ». Sandrine Delory acquiesce et ajoute que la coopérative a eu un rôle d'influenceur sur de grands acteurs du lait de consommation, qui ont ainsi référencé des laits « éthiques » ou « responsables ». « C'est le consommateur qui a le plus de pouvoir pour déterminer l'agriculture, sa santé et le monde dans lequel on vit ! », conclut-elle.

QUESTION POSÉE PAR LA SALLE :

COMMENT CONCEVOIR EN MÊME TEMPS L'EXPORTATION MONDIALE ET LA DURABILITÉ ?

La directrice générale de Prospérité Fermière explique : « Si on veut limiter l'érosion du nombre d'éleveurs – qui est de 3 ou 4% chaque année – l'exportation est nécessaire. La moitié du lait produit en France est exportée. Si l'on ne produisait du lait que pour les consommateurs français, cela signifierait supprimer 50% des élevages ! » Elle déclare que la coopérative apporte également des solutions innovantes à l'étranger : l'industrie laitière se développe sur d'autres continents et « elle aura besoin de nos protéines de lait pour favoriser une production locale en Inde, en Chine, en Russie... »



TRANSITION DANS LA COOPÉRATION AGRICOLE

Hugues Sibille questionne la directrice générale : « Les coopératives représentent 50% de l'agroalimentaire français : si on veut une transition, il faut embarquer le monde de la coopération agricole. Sentez-vous que ce mouvement est en cours dans la coopération agricole ? »

Sandrine Delory rapporte que le changement vient souvent d'acteurs plus petits que les très grandes coopératives : « Ils sont plus agiles et plus audacieux, ils font bouger des acteurs plus gros, qui, eux, ont une image et une force de frappe qui peuvent faire bouger l'ensemble. »

Franck Aubry, directeur Qualité Innovation Développement Durable, Agromousquetaires, filiale d'Intermarché

PRÉSENTATION D'AGROMOUSQUETAIRES

Agromousquetaires se compose de 60 usines en France qui produisent les marques distributeurs pour Intermarché. Le directeur qualité ajoute : « Nous devons avoir des pratiques vertueuses. Nous travaillons sur le changement des pratiques. Nous faisons en sorte que les produits soient meilleurs pour la santé : c'est l'aspect « Qualité ». Nos process et nos relations innovantes avec le monde agricole relèvent de l'aspect « Développement Durable ». Nous avons par exemple une filière « mer » : nous travaillons sur la protection des espèces marines et les interactions avec les fonds marins. Nous avons été les premiers à remonter nos filets à 800 mètres, c'est ensuite devenu une législation européenne. »

CONCERTATIONS AVEC DES REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Franck Aubry explique que les priorités fixées par le groupe s'appuient sur les messages portés par la société : Agromousquetaires travaille avec des ONG, des scientifiques et des institutions pour identifier les objectifs. L'intervenant commente ce travail avec des ONG : « En général, nous ne sommes pas d'accord au départ ! Mais nous travaillons à nous mettre d'accord : c'est important de créer ces concertations avec des représentants de la société civile. » Il donne un exemple : « Nous avons quatre boulangeries industrielles. Il y a trois ans, nous avons créé une commission et nous avons identifié ensemble des priorités pour cette filière. »

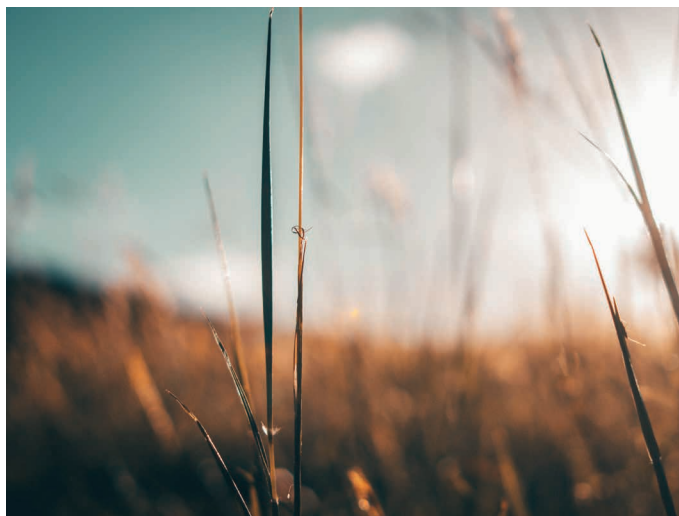
ALIMENTATION Saine et juste prix

Le président du Labo de l'ESS revient sur la place du consommateur : « On peut se dire que le consommateur a le choix de ce qu'il consomme – mais reste la question du prix. L'économie sociale et solidaire craint qu'il y ait une alimentation à deux vitesses : vous qui êtes un grand distributeur, comment abordez-vous cette question ? » Dominique Picard ajoute l'enjeu qui y est lié : celui de la rémunération des producteurs.

Franck Aubry assure qu'Intermarché propose des prix accessibles, même si le changement des pratiques provoque un surcoût : « Par exemple, avant, nous achetions la farine au marché mondial. Nous avons changé de façon de faire à l'issue de la commission végétale dont je parlais précédemment. » Cette commission a mis en exergue l'importance de l'agroécologie. Il a donc été demandé aux exploitations agricoles partenaires d'avoir des résultats en ce sens : « Ces résultats sont évalués par un label gouvernemental : la Haute Valeur Environnementale. Pour atteindre ces résultats, les agriculteurs doivent changer leur façon de faire et doivent donc être payés pour ce changement », développe Franck Aubry.

Jacques Morineau intervient pour apporter son regard de producteur. Il raconte que sa ferme livrait à une laiterie du groupe Intermarché mais qu'elle l'a quitté : « L'année dernière, il y a eu une promotion d'un mois sur le lait bio et nos prix ont donc été baissés. Il y a un problème avec les centrales d'achat et il y a un problème en termes de valorisation des produits. Pour que le producteur soit bien rémunéré, l'augmentation du prix pour le consommateur ne serait que de 2 à 5%. »

Franck Aubry est d'accord avec l'idée que, si l'on veut des produits plus sains qui valorisent le travail des agriculteurs, il faut les payer plus cher. « Il est inacceptable que les revenus de l'agriculteur, à cause des cours mondiaux, se retrouvent en-dessous des coûts de production », dit-il avant d'expliquer que, pour la production bovine et porcine, Agromousquetaires « indexe sur les coûts de production et non sur les cours mondiaux. » Il ajoute : « Nous sommes en train d'initier le même principe pour la production de blé. Cela permet aussi de modifier les pratiques car le modèle économique agricole fait que l'agriculteur doit à la fois vivre et investir. Il suffirait de quelques centimes de plus au prix de la baguette pour pouvoir mieux rémunérer et donner un signal-prix durable et viable économiquement aux agriculteurs pour qu'ils puissent changer leurs pratiques. Nous avons fait ce travail avec certains produits boulangers d'Intermarché mais c'est un choix difficile à cause de la guerre des prix. »



ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

COMMERCE DE PROXIMITÉ

« Les commerces de proximité diminuent, on est de plus en plus contraint de prendre sa voiture pour aller faire ses achats en périphérie des villes et de grands projets de centres commerciaux comme EuropaCity⁹ se développent. J'aimerais savoir si les acteurs de la grande distribution sont prêts à participer à changer cela », demande une intervenante du public.

Franck Aubry répond qu'Intermarché a des magasins de proximité avec 1 800 points de vente en France, qui sont très rarement des hypermarchés. Il ajoute ne pas connaître le projet EuropaCity, que Hugues Sibille lui présente rapidement. « Ce n'est pas le modèle de projets d'Intermarché », commente le directeur Qualité Innovation Développement Durable. Dominique Picard développe en expliquant que la question posée par EuropaCity est l'usage des terres autour des grandes villes : « Est-ce que les villes se donnent la capacité de préserver des terres agricoles pour pouvoir se nourrir ? »

FORMATION AGRICOLE

« Il y a un enjeu très important à la diffusion de l'agroécologie, notamment par la formation. Pourquoi le système de formation agricole ne diffuse-t-il pas ces pratiques ? » s'interroge une intervenante depuis la salle.

Jacques Morineau observe une évolution : « Chaque année, nous avons des formations dans notre ferme. On voit l'évolution en quinze ans : avant, le fossé était énorme entre notre pratique et ce qui était enseigné dans les écoles. Récemment, j'ai même entendu parler d'une pétition dans un lycée car les enseignements y parleraient trop de bio ! » Bertrand Omon ajoute une nuance : « L'État a modifié les programmes de formation dans les lycées agricoles. Mais, dans les écoles supérieures, on a souvent, d'un côté, les élèves intéressés par l'agriculture durable et qui choisissent des emplois peu en contact avec les agriculteurs et, de l'autre côté, les élèves qui se préoccupent de trouver un emploi et qui savent que cela sera plus simple dans le conventionnel : cela crée une logique systémique qui empêche le changement. »

Sandrine Delory insiste, au-delà de l'école, sur l'importance des acteurs économiques : « Nous avons des jeunes que nous aidons à s'installer, que nous regroupons en promotions pour qu'ils puissent travailler ensemble. Les groupes portent des thématiques : agroécologie, prix de revient, modèle coopératif. »

⁹EuropaCity est un projet de construction d'un complexe immobilier au nord de Paris, près de l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle. Le projet, en raison des non-sens écologiques et sociaux qui y sont liés, suscite polémiques et oppositions depuis son annonce. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a annulé son plan d'urbanisme le 12 mars 2019.



DÉSERTS ALIMENTAIRES

Un intervenant de la salle adresse sa question à Franck Aubry : « Que faites-vous des déserts alimentaires ? »

Franck Aubry rappelle qu'Intermarché est très présent sur le territoire français, avec en moyenne un magasin tous les 17 kilomètres. Il concède que certains territoires en ont moins. Hugues Sibille précise qu'il s'agit d'un mouvement global de la grande distribution : les centres-villes des villes moyennes se vident, les commerces s'installent en périphérie. « Cela fait quarante ans qu'il y a une concurrence entre les commerces de centre-ville et la distribution et je pense que l'avenir, ce n'est pas l'hypermarché », commente Franck Aubry.

PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

Le président du Labo de l'ESS reprend une des questions posées par la salle via Sli.do : « Comment garantir une alimentation de qualité pour ceux qui n'en ont pas les moyens ? »

Jacques Morineau explique qu'il participe à un travail sur l'alimentation des personnes en situation de précarité : « Si l'on compare le prix d'un produit et sa qualité nutritionnelle, je regrette, mais même les produits pas chers sont déjà trop chers ! Il faut revenir à des produits de base et les cuisiner : c'est cela qu'il faut travailler avec les personnes précaires. »

Bertrand Omon observe que « l'État est un acteur important. Ce n'est pas aux filières, seules, de penser ce que serait le minimum qualitatif possible ». Il s'appuie sur son expérience des épiceries solidaires pour affirmer qu'il faut « faire de l'éducation populaire – par exemple avec la cuisine, et pas que pour les enfants ! ».

Sandrine Delory précise qu'il ne faut pas avoir seulement un point de vue local sur la précarité qui « se trouve partout autour du globe : on a besoin d'exporter et ce n'est pas antinomique avec une agriculture locale ».







SÉQUENCE

2.

TRANSITION ALIMENTAIRE ET COOPÉRATION DANS LES TERRITOIRES

Avec :

- **Myriam Bouré**, co-fondatrice d'Open Food France,
- **Jean-Luc Chautagnat**, développeur réseau et facilitateur à la Manufacture Coopérative et associé-co-fondateur du Groupement Régional Alimentaire de Proximité (GRAP) de Lyon,
- **Jean-Christophe Lipovac**, conseiller technique Développement Durable à la Mairie de Grande-Synthe

Animée par Dominique Picard et Hugues Sibille

Le président du Labo de l'ESS introduit la séquence en insistant sur l'importance des territoires dans le travail du think tank : « Nous sommes convaincus que la transition, y compris sur les questions d'alimentation durable, se construit dans des écosystèmes territoriaux qui inventent le monde de demain. Mais il ne faut pas que ces initiatives demeurent des laboratoires sympathiques : il faut que cela modifie réellement notre modèle de développement. »

La deuxième table ronde est précédée d'un reportage sur les initiatives de la ville d'Albi pour développer son autosuffisance alimentaire¹⁰.

¹⁰ Reportage issu du Journal de 13h de France 2 du 15 juin 2016.

Jean-Christophe Lipovac, conseiller technique Développement
Durable à la Mairie de Grande-Synthe

PRÉSENTATION DE LA VILLE DE GRANDE-SYNTHÉ

Le taux de chômage à Grande-Synthe est de 29% et de 40% pour les moins de 25 ans. La ville est aussi une Ville en Transition¹¹ et la capitale française de la biodiversité : « Comment ces deux aspects peuvent-ils cohabiter ? » interroge Hugues Sibille.

Jean-Christophe Lipovac assume le paradoxe : la ville est industrielle, avec 15 sites Seveso¹² à proximité, mais elle est aussi la plus grande réserve naturelle boisée du Nord. « Sans parler de crise migratoire, notre ville concentre toutes les crises d'aujourd'hui : crise économique, sociale (la moitié de la population a un revenu inférieur à 10 000 euros par an et 31% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté), crise industrielle, crise écologique », énumère le conseiller Développement Durable, avant de conclure : « Notre politique embrasse tous les aspects du développement durable. Notre enjeu est d'anticiper les crises à venir et de traiter en même temps l'urgence sociale et l'urgence écologique. »

TRANSITION ALIMENTAIRE : EXEMPLES DE JARDINS ET DE VERGERS PARTICIPATIFS

Jean-Christophe Lipovac donne deux exemples de réalisations :

- « La forêt qui se mange » est une ceinture boisée qui entoure la ville : les arbres plantés sont des arbres fruitiers et ils sont accessibles au public.
- Des jardins en pied d'immeuble ont été développés par la mairie avec les habitants. Aucun produit phytosanitaire n'y est utilisé, comme d'une manière générale dans tous les espaces végétaux de la ville.

Le conseiller technique déclare : « Nous cherchons à rendre du pouvoir d'achat et à permettre une autonomie alimentaire pour tous en nous appuyant sur les besoins des habitants. » Il donne l'exemple de l'initiateur de « la forêt qui se mange », un habitant bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA), qui a proposé à la mairie de mettre en place un verger en permaculture : aujourd'hui, ce projet représente 5 300 m² de jardin collectif.

Hugues Sibille demande quels leviers ont été utilisés pour que les habitants s'impliquent. « Dans le Nord, il y a une culture de la démarche participative », commence Jean-Christophe Lipovac. « Pour les habitants, la préoccupation est alimentaire : l'arbre fruitier est une réponse, c'est complètement gratuit et accessible à tous ». Concernant l'information et la sensibilisation, Grande-Synthe a une Université Populaire, qui est un service public, et le centre de santé de la ville propose des cours et un accompagnement pour une meilleure alimentation. Enfin, depuis 2010, la nourriture servie dans les cantines est intégralement biologique.

¹¹ Site des territoires en transition en France : <http://www.entransition.fr/>

¹² Sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs, du nom de la directive européenne Seveso qui impose aux Etats membres de les identifier et d'y maintenir un haut niveau de prévention.

PARTENARIATS : EXEMPLE DE LA FERME URBAINE

Pour répondre à la question du président du Labo de l'ESS sur les partenaires de la municipalité, Jean-Christophe Lipovac prend un autre exemple : « La ferme urbaine, qui aide les personnes qui souhaitent créer une activité agricole mais qui n'ont pas accès au foncier agricole. » Parmi les partenaires, Jean-Christophe Lipovac cite le laboratoire ATEMIS et d'autres structures qui apportent notamment des compétences d'agronomie : le réseau d'agriculteurs « Bio en Hauts-de-France », la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER), le lycée agricole, l'association « A petits pas en Nord-Pas-de-Calais », avec qui a été créée une couveuse qui accompagne administrativement et techniquement les nouveaux agriculteurs, mais aussi la Communauté urbaine de Dunkerque.

Hugues Sibille demande si, plus globalement, la mairie travaille avec les associations d'éducation populaire, ce secteur étant à son avis « prioritaire car il s'agit de changer les comportements ». L'intervenant approuve : « L'éducation populaire est un service mis en place par la collectivité et nous travaillons aussi avec les Maisons de Quartier et des associations comme le groupement d'achats solidaires créé à l'initiative d'habitants. »

LEADERSHIP ET DIFFUSION

Hugues Sibille présente le chantier « Dynamiques Pionnières de Territoire » du Labo de l'ESS, dans le cadre duquel le think tank s'intéresse à la notion de « leadership ». « À Grande-Synthe », ajoute-t-il, « Damien Carême imprime un mouvement d'ensemble : sur ces questions, s'il n'y a pas une volonté politique forte, on n'avance pas. Que pouvez-vous nous en dire ? » Jean-Christophe Lipovac est d'accord : « La recherche de l'autonomie alimentaire et l'accès à l'alimentation saine pour tous s'inscrit dans notre projet politique et Damien Carême a la capacité d'entraîner. »

Dominique Picard lie cette question à celle qui a été posée par le public pendant l'intervention du conseiller technique : « Est-ce que votre démarche diffuse auprès d'autres communes ? » L'intervenant cite les liens avec la Communauté urbaine de Dunkerque : « La Communauté urbaine a inscrit dans sa politique un axe sur l'alimentation et l'agriculture et le Conseil communautaire a délibéré sur une politique cadre dont l'enjeu est de promouvoir une filière biologique et locale car, sur les 175 agriculteurs du territoire, seuls 4 font de l'agriculture biologique. »

RÉSEAU DES VILLES EN TRANSITION

Grande-Synthe est membre du réseau des Villes en Transition, des Villes-Santé de l'OMS¹³, du réseau des Villes Durables ICLEI¹⁴, du réseau Un plus bio¹⁵. « Nous nous sommes déclarés « en transition » : c'est une démarche en faveur de la résilience des territoires », explique-t-il. Il s'agit de prendre en compte les vulnérabilités du territoire : la ville est construite sur des polders, c'est-à-dire sur des étendues de terre gagnées sur l'eau, avec un « risque de submersion marine et d'inondation par les eaux continentales ». La démarche de transition vise à résister au « choc qui arrivera demain et que l'on ressent déjà avec le changement climatique », conclut Jean-Christophe Lipovac.



FINANCEMENT DES DÉMARCHES DE TRANSITION DE GRANDE-SYNTHÉ

Jean-Christophe Lipovac énumère les partenaires financiers : État, Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), Europe. « Nous sommes classés 47^{ème} ville la plus pauvre de France : nous avons des recettes fiscales mais nos charges sont importantes », constate-t-il. Toutefois, un projet comme les jardins en pied d'immeuble « ne coûte pas grand-chose » selon lui : « Nous avons planté des haies pour faire venir des coccinelles, mais ce ne sont pas des actions très coûteuses. » Une spécificité historique de Grande-Synthe est que la mairie a une maîtrise foncière importante : « Il y a eu des préemptions, notamment sur des terres agricoles de grande qualité. »

LE PROBLÈME DU MANQUE D'AUTONOMIE ALIMENTAIRE DES TERRITOIRES

La présidente de la ProspectiveSS présente quelques données concernant l'autonomie alimentaire des villes issues des travaux du cabinet Utopies¹⁶ :

- « L'autonomie alimentaire des villes se situe autour de 2% »,
- « La France a globalement une autonomie alimentaire, mais pas au niveau de chaque territoire à cause de la spécialisation des cultures et des modes de distribution »,
- « La ville qui a le plus d'autonomie alimentaire est Avignon, mais cela ne monte pas au-delà de 8% ».

Se pose alors, selon elle, la question : « Comment sauvegarder les ceintures de bonne terre autour des villes et ne pas les livrer à des constructions bétonnées ? » Hugues Sibille renchérit : « Le manque d'autonomie nécessite l'usage de carburants fossiles pour le transport, ce qui est un vrai problème pour l'avenir. »

¹³ Site du réseau des Villes-Santé : <http://www.villes-sante.com/>

¹⁴ Site des Villes durables ICLEI : <https://worldcongress2018.iclei.org/a-propos/?lang=fr>

¹⁵ Sites du réseau Un plus bio pour une restauration collective biologique : <http://www.unplusbio.org/>

¹⁶ Les travaux du cabinet Utopies peuvent être retrouvés sur son site : <http://www.utopies.com/fr/>



Jean-Luc Chautagnat, développeur réseau et facilitateur à la Manufacture Coopérative et associé-co-fondateur du Groupement Régional Alimentaire de Proximité (GRAP) de Lyon

PRÉSENTATION DU GRAP

Le GRAP est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) créée en 2012. Elle développe 40 activités alimentaires en Rhône-Alpes-Auvergne, regroupées en 24 entités juridiques, dont 4 SCIC et 5 Sociétés Coopératives et Participatives (SCOP). Ses activités concernent la transformation et la distribution alimentaires : ce sont « des épiceries de montagne et des épiceries urbaines, mais aussi des torréfacteurs, un marchand de vin, des chocolatiers ou une boulangerie bio », précise Jean-Luc Chautagnat. Ces activités se trouvent dans un rayon de 150 kms autour de Lyon, « de façon à pouvoir permettre les échanges entre les activités : nous avons un camion qui fait le tour des points de vente pour transporter les produits faits dans un point vers le suivant ». Le co-fondateur du GRAP insiste sur le fait que le projet « allie l'alimentation saine, principalement bio, les circuits courts et le modèle coopératif, fondé sur l'exemple des Coopératives d'Activité et d'Emploi (CAE) ». Pour ce dernier aspect, « l'idée est de faciliter l'installation : c'est très difficile de créer des activités de transformation ou des épiceries rurales bio, par exemple ». Hugues Sibille précise que le modèle des CAE permet aux personnes qui développent leur activité de se regrouper et d'acquérir le statut d'entrepreneur-salarié. « Aujourd'hui, il y a 100 salariés au sein du GRAP,

dont une partie est entrepreneure-salariée-associée », détaille Jean-Luc Chautagnat. Le GRAP souhaite se développer vers les activités de production : « il s'agit d'accompagner la coopération avec des coopératives de production agricole », explique l'intervenant en prenant l'exemple d'une SCOP agricole dans la Drôme, la Ferme des Volonteurs, qui « sur une petite surface, arrive à faire vivre une vingtaine d'actifs ».

ESSAIMAGE ET MUTUALISATION

Hugues Sibille demande au co-fondateur si d'autres territoires s'intéressent à la reproductibilité du projet. Jean-Luc Chautagnat le confirme : « Par exemple, la CAE Élan Créateur de Rennes nous a contacté pour étudier la possibilité de création d'une CAE de commerces. Nous sommes ouverts à soutenir des porteurs de projets en partageant ce que le GRAP a inventé, par exemple dans les aspects informatiques que nous avons développés pour faciliter la gestion des magasins avec des logiciels libres. » L'essaimage peut ainsi permettre de co-financer le futur développement numérique.

Jean-Luc Chautagnat espère que « ce type de structures se généralise au-delà de notre territoire », en précisant que le GRAP ne souhaite pas de développement par franchise mais par essaimage et mutualisation. Les fonctions-clés que le GRAP souhaite mutualiser sont, en plus de l'informatique, les fonctions comptables et sociales, le système d'accompagnement des activités et le système logistique. Dominique Picard rappelle que la question logistique est essentielle du point de vue de l'impact carbone des circuits courts : « Il faut une organisation optimisée pour éviter les allers-retours très énergivores. »

COOPÉRATION ET GOUVERNANCE

La présidente de la ProspectiveESS interroge l'intervenant sur les façons dont la coopération se crée avec des métiers si différents. « Le GRAP est parti d'une épicerie lyonnaise, "3 P tits Pois", avec un fort noyau militant pour inventer une nouvelle distribution », raconte le co-fondateur, avant de synthétiser : « Si cela fonctionne aujourd'hui, c'est directement lié au système de gouvernance. Le GRAP met vraiment l'accent sur la démocratie : un maximum de salarié.e.s est associé, nous avons des séminaires deux fois par an durant lesquels les décisions sont prises collectivement. Nous avons un Conseil d'Administration et trois co-directeurs généraux qui fonctionnent en collège. »

MODÈLE ÉCONOMIQUE ET SUBVENTIONS

A la demande du président du Labo de l'ESS, Jean-Luc Chautagnat développe sur le modèle économique de la structure : « Le GRAP a été appuyé au départ par la Ville et l'Agglomération de Lyon mais aujourd'hui, pour le budget mutualisé, la part des aides publiques représente 5%. Le budget est donc autofinancé par les activités et le chiffre d'affaires représente 10 millions d'euros consolidés. »

RELATIONS AVEC LES PROFESSIONNELS DU MONDE AGRICOLE

Le co-fondateur assure que le GRAP a de bonnes relations avec le monde agricole, et notamment avec l'agriculture paysanne et bio à travers l'ADABio¹⁷ et les Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural (ADEAR)¹⁸. « Chaque magasin a son propre tissu de producteurs avec qui il travaille de manière étroite, et certaines structures comme la Ferme des Volonteurs ou le magasin La Carline (SCIC) à Die sont des partenaires très proches », précise-t-il.

QUESTION POSÉE PAR LA SALLE :

QUELS BESOINS FINANCIERS ONT ÉTÉ IDENTIFIÉS POUR DÉVELOPPER LE GRAP ?

Jean-Luc Chautagnat raconte : « Nous avons beaucoup utilisé le titre participatif. Les coopératives peuvent émettre des titres et les proposer à des partenaires. Nous avons été soutenus par La Nef, par l'Union Régionale des SCOP (URSCOP) Rhône-Alpes, par le réseau France Active. Souvent, pour l'ouverture d'un magasin, nous organisons un tour de table et nous réunissons les fonds nécessaires à l'investissement. A la différence d'autres CAE, nous prenons le risque financier pour les activités. »

EST-CE QUE LES COLLECTIVITÉS SONT IMPLIQUÉES DANS LA GOUVERNANCE DU GRAP

Le co-fondateur indique qu'il n'y a pas de collectivité dans la gouvernance de la SCIC – « Mais nous avons des collectivités partenaires qui soutiennent certaines activités », précise-t-il.

¹⁷ L'association ADABio œuvre pour le développement de l'agriculture biologique en Savoie, Haute-Savoie, Isère et dans l'Ain : <http://www.auvergnerrhonealpes.bio/qui-sommes-nous/adabio/>

¹⁸ Les ADEAR sont des associations départementales regroupées au sein de la Fédération des ADEAR et dont la liste peut être retrouvée en ligne : <http://www.agriculturepaysanne.org/reseau.php>

PRÉSENTATION D'OPEN FOOD FRANCE

« Pour simplifier, je dirais qu'Open Food France est une CUMA informatique », commence Myriam Bouré : « Elle rassemble des organisateurs de circuits courts, comme le collectif Court Circuit en Vendée, MicroMarché à Nantes ou Suteau Biosol qui ramasse des oranges bio chez de petits producteurs andalous pour les vendre à des groupements d'achats en France. Toutes ces personnes ont besoin d'outils pour organiser de façon efficace leurs circuits de distribution locale et gouvernés de façon indépendante. » Open Food Network, réseau international dans lequel s'inscrit Open Food France, a développé un logiciel qui leur permet de s'organiser. Les circuits courts co-développent et co-financent cette infrastructure logicielle et en partagent l'usage : « Nous sommes dans une logique de Communs », précise la co-fondatrice. Elle ajoute qu'Open Food France cherche aussi à créer une communauté apprenante : « Faire se parler cet écosystème, comprendre quels sont les facteurs-clés de succès et les bonnes pratiques. »

PLACE DES CONSOMMATEURS ET ACCESSIBILITÉ À L'ALIMENTATION SAINE

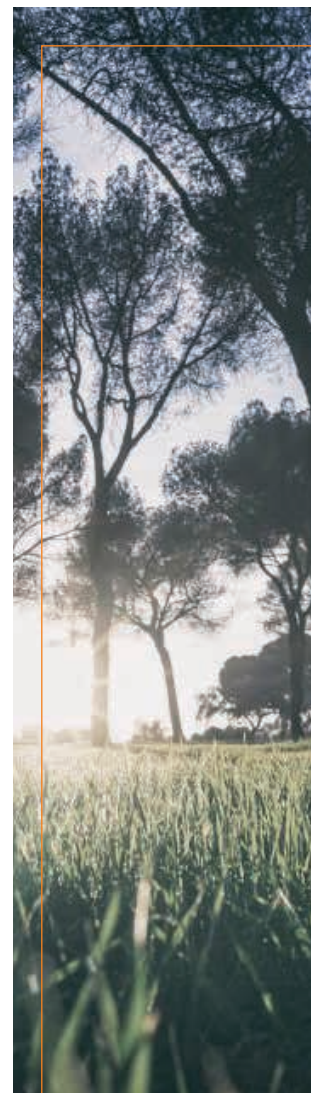
Hugues Sibille demande à l'intervenante de préciser quelle place occupent les consommateurs dans le système d'Open Food France, à quoi elle répond : « Les circuits courts qui prennent part à Open Food France sont pour la plupart gouvernés par des consommateurs, comme dans le collectif Court Circuit qui rassemble 450 familles et une trentaine de producteurs. Non seulement le collectif est né des consommateurs, mais ceux-ci ont installé trois producteurs dans leur région : ils ont structuré la demande et donc ont créé un marché ! »

Myriam Bouré apporte des éléments sur l'alimentation saine accessible à tous : « Adhérer au collectif Court Circuit, par exemple, représente 10 euros par an. Les producteurs s'engagent à vendre moins cher qu'ailleurs car il y a un effet de volume. On peut aussi penser aux supermarchés coopératifs où les prix sont 30 à 40% moins chers que dans les grandes surfaces ou à Alter-Conso, à Lyon, qui a un système de tarification sociale. Si on compare Alter-Conso à la Ruche qui dit Oui, on observe que celle-ci fait payer une commission au producteur d'à peu près 17%, ce qui est équivalent à la commission la plus élevée d'Alter-Conso, qui comprend tout le service logistique de transport et de mise en panier ! En termes de performance, ces modèles sont vraiment innovants. »

OUTIL COLLABORATIF ET COMMUNS

Myriam Bouré développe l'idée qu'il existe plusieurs échelles de Communs dans le projet :

- « Le collectif Circuit Court ou Alter-Conso sont des Communs locaux qui créent ensemble un circuit de distribution »,
- « Tous ces circuits locaux créent ensemble une plateforme de gestion commerciale et mutualisent leurs connaissances : c'est un deuxième niveau de Communs »,
- « Open Food France mutualise le développement du logiciel avec Open Food Network en Australie, Open Food Network en Angleterre : c'est encore un troisième niveau de Communs. »

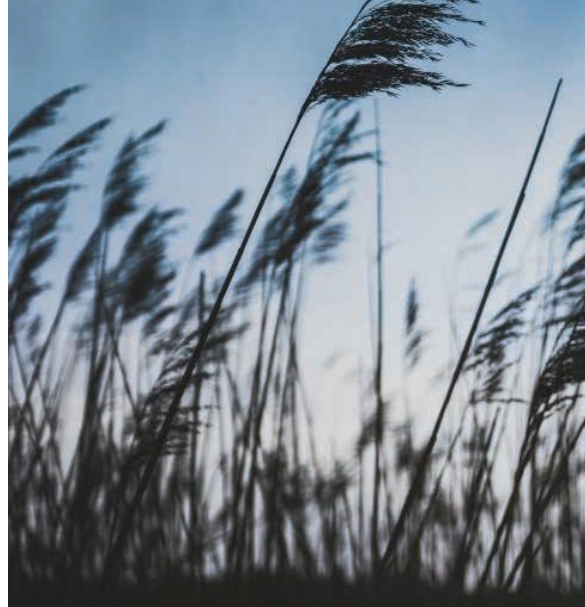


COMMUNS ET GRANDE DISTRIBUTION

« Vous avez intégré le comité d'orientation alimentaire de Carrefour », reprend Hugues Sibille. « Je trouve cela intéressant », ajoute-t-il, « cela me rappelle une personne qui reprochait à Muhammad Yunus de travailler avec Danone : elle lui prédisait qu'il allait se faire manger par Danone. Yunus a répondu que c'était au contraire lui qui allait transformer Danone ».

Myriam Bouré précise que ce n'est pas Open Food France qui fait partie du comité mais elle-même à titre personnel. Elle explique : « Je porte une voix qui cherche à expliquer la pertinence des Communs pour l'avenir de notre société. Mon intention en acceptant cette place dans le comité est de défendre ma vision : l'histoire a fait que les modèles alimentaires se sont centralisés mais aujourd'hui les grosses structures de distribution doivent changer de posture pour survivre. Elles doivent faciliter des écosystèmes et des gouvernances locales. » Elle finit en présentant son rêve : que tous les grands groupes de distribution deviennent des fédérateurs et des apporteurs de services pour des écosystèmes de supermarchés coopératifs.

Dominique Picard pose une question issue du public : « Une entreprise de grande distribution comme Carrefour est-elle ouverte à la notion de Communs ? » Myriam Bouré répond : « Les humains que j'y ai rencontrés sont touchés par ce discours. Je ne sais pas aujourd'hui s'ils vont pouvoir se transformer, mais qu'est-ce que cela me coûte de porter ce message ? »



OPEN FOOD FRANCE ET L'INTERNATIONAL

Concernant le niveau international et les liens avec Open Food Network, Myriam Bouré raconte : « Nous sommes en train de créer une organisation collaborative distribuée. Nous avons co-écrit une constitution avec les droits et les devoirs de chacun et nous partageons la responsabilité du Commun que nous créons ensemble. »

Il existe des spécificités françaises : « En France, nous avons commencé par une association qui aujourd'hui porte une SCIC », précise la co-fondatrice avant de conclure : « Nous avons envie de mobiliser les citoyens autour de ce projet. C'est ainsi que l'on reprend en main les systèmes alimentaires : chacun peut créer un groupement d'achats au niveau d'un immeuble, d'un quartier, d'une entreprise ou d'une université. »

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

LIEN RURAL-URBAIN, COOPÉRATION ET LOGISTIQUE

Un intervenant de la salle résume, selon lui, « les deux grands défis d'aujourd'hui » : « Les problématiques du monde rural et la désertification urbaine. » Il commente : « Je trouve l'initiative du GRAP intéressante car elle encourage d'autres modes de production agricole et un réinvestissement des centres-villes. Pourriez-vous développer ce point ? », demande-t-il à Jean-Luc Chautagnat.



Le co-fondateur du GRAP répond que dans sa coopérative, « il n'y a pas de différence entre une activité urbaine et une activité rurale : toutes concourent au même outil de mutualisation. Des synergies se créent entre elles ». Il donne un exemple : « La question du transport est essentielle. Avec le GRAP, on optimise le sourcing et l'acheminement des produits. La synergie des épiceries fait que l'épicerie rurale, qui travaille avec ses producteurs locaux, contribue à les faire connaître aux épiceries urbaines. »

Il ajoute que le GRAP souhaite accompagner les agriculteurs à passer à un mode de travail plus collectif par une organisation en coopérative de production, forme coopérative peu utilisée dans le monde agricole : « Cela facilitera l'installation des jeunes agriculteurs et la transmission et permettra d'exercer le métier d'agriculteur sous forme salariale – ce qui peut résoudre certains problèmes de retraite par exemple », explique Jean-Luc Chautagnat. « C'est une petite révolution copernicienne », s'exclame Hugues Sibille : « Les agriculteurs deviennent donc salariés de systèmes territoriaux. »

La co-fondatrice d'Open Food France intervient sur la question de la logistique, « très importante si on veut passer d'un système centralisé à un système alimentaire basé sur des circuits courts ». Elle évoque le projet Data Food Consortium¹⁹ : « Nous travaillons avec d'autres systèmes de circuits courts, comme la Ruche qui dit Oui, Panier local, Cagette, et le monde de la recherche, comme l'Institut

Français des Sciences et Technologies de Transports, de l'Aménagement et des Réseaux (IFSTTAR). Notre idée est que, si à un instant t, nous connaissons toutes les données de transport des produits de ces différents systèmes, on peut imaginer des routes logistiques mutualisées. »

AUTOPRODUCTION ALIMENTAIRE

« Ne serait-il pas préférable que chacun se mette à produire une partie de sa nourriture ? » demande un intervenant du public.

Myriam Bouré acquiesce : « Il s'agit de passer de la notion de consommateur à celle de contributeur, de changer de posture. Dans un circuit court, on est co-constructeur d'un circuit de distribution : c'est la même logique. Tout le monde ne peut pas tout produire tout seul, donc ce sont des démarches complémentaires. »

INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET TRANSITION

Yann Fradin présente l'activité de son association Espaces dans l'agriculture urbaine et demande aux intervenants de réagir sur l'insertion par l'activité économique dans les métiers de la transition et sur la non-délocalisation de ces emplois. Hugues Sibille élargit la question pour la poser au conseiller technique Développement Durable de Grande-Synthe : « **Quel lien faites-vous entre votre politique d'alimentation durable et la problématique du chômage dans votre ville ?** » Jean-Christophe Lipovac répond qu'« avec la ferme d'insertion, l'objectif est de créer un parcours, de l'insertion à la création d'activité. Cela s'appuie sur un dispositif qui s'appelle « On s'entrepren à Grande-Synthe » et qui aide à la prise d'initiatives économiques ».

¹⁹ Site du projet : <http://datafoodconsortium.org/>



SÉQUENCE

3.

RETOUR SUR LE PREMIER TEMPS DE LA PROSPECTIVESS : QUELS LEVIERS D'ACTION POUR DEMAIN ?

Dominique Picard explique que le premier temps de la ProspectivESS a réuni une soixantaine d'experts venus d'univers différents : acteurs de terrain, représentants économiques, institutionnels, chercheurs... « Nous avons construit ensemble des propositions, qui sont des pistes de travail autour de deux dimensions très importantes : celle du territoire et celle de la coopération », raconte-t-elle.

Axes issus du séminaire de travail

La présidente de la ProspectiveESS résume les pistes de travail qui se sont dégagées et qui ont été regroupées en quatre axes principaux :

1. REPÉRER LES LEVIERS TERRITORIAUX DE LA TRANSITION / DU CHANGEMENT :

- Préserver les terres maraîchères, faciliter l'acquisition de foncier, développer l'agriculture urbaine et périurbaine en lien avec les habitants et en favorisant l'insertion,
- Faciliter et accompagner l'installation des porteurs de projets en agriculture durable ; donner aux producteurs le temps et les moyens de la transition vers l'agroécologie, en assurant notamment les débouchés locaux aux produits et en prévoyant une rémunération au juste prix,
- Promouvoir un autre mode d'alimentation, notamment à travers la restauration collective, développer l'information auprès des consommateurs, assurer un accès à l'alimentation de qualité pour tous, lutter contre le gaspillage alimentaire.

2. DÉVELOPPER LES NOUVEAUX MODES DE COOPÉRATION POUR INNOVER :

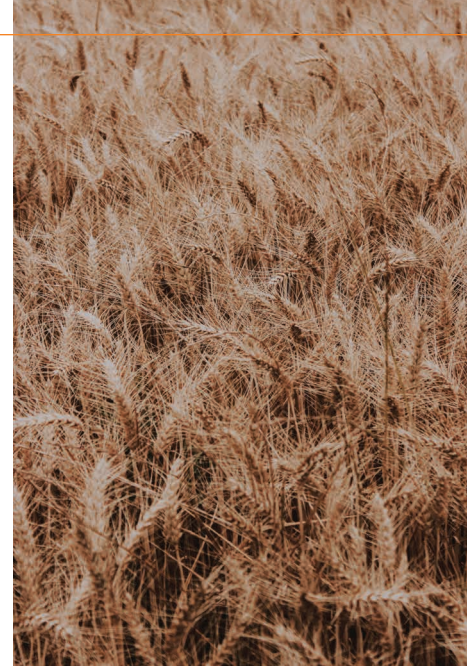
- Renforcer la gouvernance et l'animation des territoires à travers des dispositifs participatifs, tels que les Programmes Alimentaires Territoriaux (PAT)²⁰ et les Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE)²¹, favoriser la recherche-action permettant d'aller plus loin dans l'innovation,
- Développer les différentes formes d'organisations coopératives favorisant la transition agroécologique et la création d'emploi, à travers les CAE, les SCIC, les Coopératives d'Installation en Agriculture Paysanne (CIAP),
- Constituer des filières territoriales organisées autour de circuits de proximité : filières métiers incluant producteurs, transformateurs et distributeurs, travailler sur des infrastructures mutualisées et sur l'optimisation de la logistique de transport prenant en compte les besoins des petits producteurs.

3. IDENTIFIER LES BESOINS ET LES LEVIERS DE FINANCEMENT :

- Créer des fonds régionaux pour la transition agricole et alimentaire, réorienter des fonds comme la PAC,
- Développer une ingénierie financière en capacité de mobiliser les financements les plus adaptés en fonction des projets : financements européens, de l'État, d'organismes publics et privés, mais aussi crowdfunding, épargne solidaire et monnaies locales,
- Soutenir le financement de l'animation des dispositifs territoriaux et de l'ingénierie pour aider à l'émergence des projets.

²⁰ « Les projets alimentaires territoriaux (PAT) sont élaborés de manière concertée à l'initiative des acteurs d'un territoire. Ils visent à donner un cadre stratégique et opérationnel à des actions partenariales répondant aux enjeux sociaux, environnementaux, économiques et de santé. » Source : Ministère de l'Agriculture, à consulter ici : <https://agriculture.gouv.fr/comment-construire-son-projet-alimentaire-territorial>

²¹ « Les Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE) sont constitués par un ensemble d'acteurs de terrain qui s'associent autour d'un projet économique commun pour favoriser le développement territorial local. » Source : Labo de l'ESS, à consulter ici : <http://bit.ly/2xxYuOe>



4. RECONNAÎTRE ET MESURER NOS IMPACTS AUTREMENT :

- Reconnaître les services sociaux et environnementaux rendus par les acteurs de l'agriculture et de l'alimentation durables pour pouvoir les rémunérer,
- Faire connaître et favoriser le développement des nouvelles comptabilités intégrant de nouveaux indicateurs de richesse, comme la méthode CARE²² ou la triple comptabilité²³, et prendre en compte le bénévolat dans les projets,
- Lancer une investigation sur d'autres méthodes innovantes à promouvoir pour mieux mesurer les impacts humains et environnementaux de nos activités.

Priorisation des axes de travail

Dominique Picard et Hugues Sibille invitent les personnes du public à voter en direct pour les axes qui leur paraissent prioritaires. « Votre vote nous donnera une idée de vos attentes : nous travaillerons bien sûr tous les axes mais nous aimerions savoir où vous souhaiteriez que nous allions prioritairement », indique la présidente de la ProspectivESS.

Résultats du vote du public (chaque personne peut voter pour plusieurs axes) :

- Repérer les leviers territoriaux de la transition du changement – **68% des votes**
- Développer les nouveaux modes de coopération pour innover – **53% des votes**
- Identifier les besoins et les leviers de financement – 28% des votes
- Reconnaître et mesurer nos impacts autrement – 21% des votes

Dominique Picard commente : « Les deux axes pour lesquels vous avez voté sont ceux sur lesquels nous souhaitons plus particulièrement travailler aussi. Je note qu'il y a tout de même des demandes concernant les deux autres axes, c'est important : ce travail prendra sans aucun doute plus de temps. » Hugues Sibille émet un regret : « Je pense que savoir comment évaluer notre impact autrement est très important, mais c'est peut-être moins séduisant que le reste ! »

²² Pour en savoir plus sur la méthode CARE et son actualité : <http://www.compta-durable.com/theme/methode-care/>

²³ Les enjeux de la "Triple Bottom Line" peuvent être notamment retrouvés ici : <https://basepub.dauphine.fr/handle/123456789/14276>



SÉQUENCE

4.

REGARDS CROISÉS

Avec :

- Patricia Andriot, coordinatrice du Réseau Rural
- Philippe Pointereau, directeur du Pôle Agriculture-Environnement de Solagro



Patricia Andriot, coordinatrice du Réseau Rural

Patricia Andriot indique que le Réseau rural est un programme européen de valorisation et de prospective sur l'utilisation du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) « en rassemblant les acteurs du développement rural et en promouvant des initiatives innovantes ». Elle précise : « Dans mon intervention, je ne parlerai pas au nom du Réseau Rural et ne serai pas porte-parole du Ministère de l'Agriculture – je suis aussi élue locale, vice-présidente du Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire (RTES) et agricultrice. »

Elle fait part ensuite de deux réactions à ce qui a été présenté :

1. CONTRASTE ENTRE LA VITALITÉ DES INITIATIVES ET LA RÉALITÉ AGRICOLE

« Tout ce qui a été présenté aujourd'hui est merveilleux ! Ce sont des initiatives créatives, qui dégagent de l'énergie. Mais j'émet un bémol : cela donne l'impression que les choses avancent vite, que la transition est déjà bien engagée. Or, ce n'est pas ce qu'on observe dans le monde de la production agricole. Cet écart m'interroge : où sont les points de blocage ? »

2. ANALYSE SÉMANTIQUE DES ENJEUX

« Hugues Sibille parlait en introduction de la bataille des idées : c'est essentiel et c'est pourquoi je me suis concentrée sur les mots », indique Patricia Andriot, avant de citer :

- **Mots entendus :**

« **Des mots à la mode** », « ce sont de vrais mots-liasons entre notre univers et celui des politiques publiques des institutions » : agroécologie, acteurs, coopération, initiative...

« **Des gros mots** » : modèle économique, verrouillage socio-technique, glyphosate (qui a été écrit mais non dit),

« **Des mots techniques** » – « cela nous rappelle à quel point les questions agro-alimentaires relèvent de la technique et du concret »,

« **Des mots flous** » : « C'est important de se redire qu'il y a des flous autour des mots d'agroécologie et d'agriculture durable. On ne met pas la même chose derrière un mot et cette ambiguïté peut être dénoncée – mais c'est aussi cette ambiguïté qui permet de créer un dialogue entre des acteurs aux positions opposées », réagit Patricia Andriot.

- **Mots oubliés (ou peu entendus)** « et qu'il est important de dire », selon l'intervenante :

« **Fierté** » (« Les agriculteurs ne sont pas que d'affreux agriculteurs-pollueurs ! », rappelle la coordinatrice), « **bien-être animal** », « **politiques publiques** » (« qui sont pourtant essentielles dans les problématiques agricoles »), « **confiance** », « **lobby** », « **Europe** » (« le financement des orientations agricoles est principalement européen – plus de 50 milliards d'euros sur cinq ans – et l'Europe a également une place essentielle sur l'alimentation »), « **restauration collective** » (« c'est un levier de changement important »), « **difficultés** » (« on ne peut pas dire, dans les différents projets évoqués, que tout est facile tous les jours – c'est semé d'embûches et il faut ouvrir cette boîte noire. L'essaimage de ces dynamiques de transition ne passera que par le dépassement concret de ces difficultés qu'il faut savoir regarder en face », préconise l'intervenante). Depuis le public, on souffle : « **FNSEA** ». Patricia Andriot approuve.



Elle présente trois grandes problématiques pour faire entamer une réelle transition des modèles agricoles et alimentaires :

- **Le dialogue entre deux univers et la lisibilité** : « Je reprends l'exemple du bien-être animal car il y a eu une question sur l'élevage. C'est un bon exemple en termes de dialogue : tant qu'on abordera la question de l'élevage en se demandant si on peut se permettre du point de vue environnemental de faire de l'élevage, on bloquera tout dialogue sur le bien-être animal. »
- **Le modèle économique** : « On n'a pas posé concrètement la question du partage de la valeur ajoutée. C'était un objectif de la loi Agriculture et Alimentation, mais on n'a pas crevé l'abcès du rapport de force avec la grande distribution. »
- **Le changement des pratiques professionnelles** : « Si vous parlez avec les agriculteurs de glyphosate, vous vous rendez compte des difficultés à ne pas l'utiliser, par exemple les risques financiers. »

Pour conclure, Patricia Andriot observe qu'« incontestablement, les choses évoluent mais il faut faire attention à l'effet-vitrine, c'est-à-dire à mettre en avant des initiatives qui vont bien au détriment des initiatives en difficulté », avertit-elle. Elle reprend un autre point : « Si on a peu parlé des politiques publiques, il faut aussi le mettre en lien avec leur hésitation à véritablement accompagner la transition. On met quelques moyens sur des initiatives de transition tout en continuant à financer principalement l'ancien modèle ! » Enfin, elle assure que la conversion du regard doit aussi concerner la dichotomie « urbain-rural », qui est aujourd'hui dépassée.

**Philippe Pointereau, directeur du Pôle
Agriculture-Environnement chez Solagro**



Philippe Pointereau a contribué au scénario prospectif Afterres 2050²⁴. Il présente quatre réflexions issues du dialogue de l'après-midi :

- **La santé**

« Je crois que c'est la santé qui va faire bouger l'agriculture, c'est un levier sans doute plus puissant que l'environnement. » Il cite un article de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) qui montre que les consommateurs de bio ont 25% de risques en moins d'avoir un cancer²⁵. « La question se pose alors de pourquoi l'État et les collectivités ne bougent pas plus vite ! Une personne qui a un cancer, de même qu'un diabète de type 2 ou une maladie cardio-vasculaire, cela représente 6 000 euros annuels de prise en charge : il y a un énorme enjeu pour la sécurité sociale ! »

- **Les territoires**

« En quelques années, beaucoup de territoires ont mis en place des plans alimentaires territorialisés. Le territoire est sans doute l'espace le plus approprié pour la transition, avec des élus motivés capables de nouer des partenariats avec tous les acteurs locaux », juge Philippe Pointereau, en préconisant de développer des outils, notamment de gouvernance, pour faciliter et accélérer ces travaux.

- **Le dynamisme des initiatives de l'ESS et l'évolution des grands acteurs**

« Je découvre chaque jour de belles initiatives – aujourd'hui ou récemment aux Assises régionales de lutte contre le gaspillage alimentaire à Bordeaux²⁶. Plus largement, dans l'ESS, les choses se développent très rapidement. Mais j'ai l'impression que les acteurs publics comme France Stratégie n'ont pas beaucoup de ces exemples sous les yeux », observe l'intervenant.

Il enchaîne en reprenant les témoignages d'Intermarché et de la coopérative Prospérité Fermière : « On voit qu'il y a des choses en train de se passer en faveur de l'environnement. L'enjeu est de faire bouger les consommateurs pour faire bouger les grandes entreprises – et les industriels pourraient devenir un levier de changement plus important que la PAC ! Il faudra beaucoup d'ingénierie car ce sont des mondes qui ne se fréquentaient pas du tout. »

²⁴ Le scénario peut être consulté en ligne : <https://afterres2050.solagro.org/a-propos/le-projet-afterres-2050/>

²⁵ Article paru le 22.10.2018 dans JAMA International Medecine, dont le communiqué peut être lu sur le site de l'INSERM : <https://presse.inserm.fr/moins-de-cancers-chez-les-consommateurs-daliments-bio/32820/>

²⁶ Le compte rendu de ces assises peut être téléchargé sur le site du réseau Réseau pour Éviter le Gaspillage Alimentaire en Nouvelle-Aquitaine (REGAL) : <https://www.reseau-regal-aquitaine.org/assises-regionales>

- **Quel scénario pour les géants de l'agro-alimentaire ?**

Philippe Pointereau fait toutefois remarquer : « Si on recrée une nouvelle économie avec de nouveaux circuits de distribution en circuit court, que vont devenir les grandes entreprises de la distribution ? Autre élément : nous avançons vers une alimentation moins carnée. Alors, comment allons-nous redévelopper des filières végétales ? Comment allons-nous répondre à la demande en bio ? J'ai l'impression que les grandes coopératives n'ont pas anticipé ces questions. De même, en ce qui concerne les conclusions du rapport du GIEC : je ne vois pas quels sont les stratégies des acteurs pour diviser par quatre leurs émissions de gaz à effet de serre ou pour sortir du pétrole en 2040... On sent une approche timide mais pas un plan stratégique ! Il faut les sensibiliser et leur demander : comment répondez-vous aux grands enjeux environnementaux ? Ou est-ce que vous n'y répondez pas ? »

Conclusion

Hugues Sibille

Hugues Sibille remercie Dominique Picard et tous les intervenants, ainsi que le Carreau du Temple et l'équipe du Labo de l'ESS. Il propose une ouverture des débats : « Au Labo de l'ESS, nous avons une méthode, qui nous vient de Patrick Viveret, et qui s'appelle la méthode REVE : Résister, Expérimenter, Voir loin et Évaluer. J'aimerais l'appliquer à l'agriculture et à l'alimentation durables, à partir de ce que nous avons entendu aujourd'hui :

- Résister : les interventions nous ont montré qu'il y a un certain nombre de choses contre lesquelles il faut se battre,
- Expérimenter : les expérimentations sont nombreuses, il faut aujourd'hui qu'elles fassent masse,
- Voir loin : en faisant masse, les expérimentations permettront de voir loin, mais aussi de le faire rapidement,
- Évaluer : même si cette question n'a pas été plébiscitée, elle est essentielle. »

Pour conclure, le président du Labo de l'ESS invite les personnes présentes à rejoindre le think tank : « C'est un lieu de réflexion collective où chacun peut apporter ses expériences et ses idées. »

Le Labo de l'ESS est un think tank
qui construit, par un travail collaboratif,
des axes structurants de l'économie sociale et solidaire,
à partir d'initiatives concrètes, innovantes et inspirantes
issues des territoires.

SUIVEZ-NOUS !



lelabo-ess.org



@lelabo_ess



Labo ESS



Le Labo de l'ESS

novembre 2018

41, rue de Bellechasse - 75007 Paris
01 80 05 82 00
contact@lelabo-ess.org

Avec le soutien de :



INSTITUT CDC
POUR LA RECHERCHE

FONDATION
CREDIT
COOPERATIF



fondation
daniel & nina carasso

